

D'ALGER

sur un mégaprojet

Quel serait le comportement du minaret avec et sans bardage sur table vibrante ? Pourquoi le modèle réduit de la salle des prières avec le sol d'assise et les appuis parasismiques n'a pas fait l'objet d'un essai sur table vibrante pour confirmer ou infirmer toutes ces inepties techniques avancées à chaque occasion par les plus hauts responsables concernant «la division de la magnitude d'une secousse sismique par 4 et même 5 grâce à ces gadgets» ?

Si cette expérimentation a été accomplie pour la justification du dimensionnement du minaret et de la salle, pourquoi le premier responsable du secteur de l'habitat n'a pas ordonné la publication des résultats de cette étude ainsi que les comparaisons réglementaires pour mettre fin à ce débat ? Pourquoi le ministère a omis de donner toutes les informations relatives à l'inondation de ce laboratoire stratégique au mois de décembre 2015 et le montant des dégâts occasionnés sans oublier l'impact de l'arrêt temporaire de l'activité ?

Il faut dire que ces deux modèles représentent les étapes universellement recon- nues à travers le monde pour le dimensionnement, la justification et la validation d'un ouvrage de grande importance. Ils sont le prérequis pour la prévention vis-à-vis des risques majeurs en général.

Dans ce contexte, il est important de signaler que si cette méthodologie a été

imposée par le maître d'ouvrage pour le calcul et la conception des tunnels de Djebel El-Ouach de l'autoroute Est-Ouest, il n'y aurait jamais eu effondrement de ces tubes, aussi faut-il rappeler que cette catastrophe unique dans les annales du génie civil s'est produite sans l'action d'une force sismique — à noter que les bénéficiaires et respon- sables de ce gigantesque projet sont des

Alors, au jour d'aujourd'hui, trente-six ans depuis la parution du premier code RPA calqué sur celui du Costa Rica, aucun développement sur le plan scientifique n'a été accompli ; ces règles sont restées figées, bricolées à l'occasion et sans impact sur l'évolution des nouveaux modèles structuraux utilisés dans le monde. Sinon comment expliquer qu'un projet stratégique sur tous les plans comme celui de cette grande mosquée ait été calculé, suivi et contrôlé sur la base du règlement européen Euro codes 2, 3 et 8.

Japonais (études et réalisation) et non des Algériens ! Puisque le débat a été ouvert par le premier responsable de l'habitat, permettez-moi de faire une brève incursion dans les missions essentielles qui auraient dû être la principale préoccupation de ce ministère et qui concernent l'élaboration, sur des bases scientifiques et techniques, de codes et règlements pour la construc- tion. Cette réglementation devrait repré- senter le véritable socle pour la conduite, la

maturation, le suivi et le contrôle de tout projet de construction. Alors, au jour d'au- jourd'hui, trente-six ans depuis la parution du premier code RPA calqué sur celui du Costa Rica, aucun développement sur le plan scientifique n'a été accompli ; ces règles sont restées figées, bricolées à l'oc- casion et sans impact sur l'évolution des nouveaux modèles structuraux utilisés

dans le monde. Sinon comment expliquer qu'un projet stratégique sur tous les plans comme celui de cette grande mosquée ait été calculé, suivi et contrôlé sur la base du règlement européen Euro codes 2, 3 et 8.

En conclusion, je dois dire que sans la levée de ces réserves techniques d'une importance capitale pour la stabilité future des ouvrages composant ce projet, au risque de déplaire, encore une fois, aux responsables zélés, dans le cas où un

séisme superficiel (moins de 20 km de pro- fondeur), de 7 seulement et non de 9, comme déclaré à la légère par la personne en charge du projet, venait à secouer la ville d'Alger, le minaret accusera des endommagements très préjudiciables à tous les niveaux avec un probable risque de basculement.

Dans ce cas, la reprise en sous-œuvre pour des opérations de confortement sera difficile, voire impossible. De ces question- nements et des réserves émises à chaque phase du déroulement de ce projet, la réponse des principaux responsables (per- sonnages dithyrambiques totalement sou- mis, sans formation adéquate, sans bilan prérequis et sans l'envergure nécessaire) s'est toujours illustrée dans les dernières déclarations de la personne en charge du secteur de l'habitat.

Face à une gouvernance «têtue» du secteur de la construction et de l'habitat sans aucune stratégie, les conséquences pour ce pays sont incommensurables avec des pertes sèches de milliards de dollars sans valeur ajoutée sur les plans social, économique et urbanistique d'une part, et surtout le grave préjudice porté aux experts nationaux et professionnels de l'acte de construire, d'autre part.

Autant donc de questions auxquelles des réponses doivent être apportées.

A. C.
dynavib@yahoo.fr